

# L'ÉCOLO

PETIT JOURNAL EN NOIR ET BLANC QUI ANNONCE LA COULEUR

HORS-SÉRIE-SUPPLÉMENT  
AU JOURNAL L'ÉCOLO N°2  
NUMÉRO SPÉCIAL ÉLECTIONS LÉGISLATIVES  
JUN 2017  
1,5 EURO



**POUR « BIEN VIVRE »**

**DONNEZ DE LA FORCE**

**À L'ÉCOLOGIE !**

## LES LÉGISLATIVES, COMMENT ÇA MARCHÉ ?

Tous les cinq ans,  
juste après l'élection  
présidentielle, se  
tiennent les élections  
législatives.

Cette année, les  
élections ont lieu les  
11 et 18 juin.

Les élections  
législatives  
permettent d'élire  
les 577 député·e·s de  
l'Assemblée nationale.  
Ces député·e·s votent  
les lois, mais, surtout,  
contrôlent l'action du  
gouvernement.

Cela signifie que le  
parti majoritaire à  
l'Assemblée dirige  
la politique de la  
France. Votre voix  
aux législatives est  
donc très importante  
pour peser sur les  
décisions qui seront  
prises par le prochain  
gouvernement.

# CONSTRUIRE L'AVENIR



**L**a finale de l'élection  
présidentielle a laissé un  
goût amer à beaucoup  
d'entre nous. Malgré cette  
amertume, nous n'avons pas  
hésité à voter pour faire battre  
l'extrême-droite.

**Mais nous ne sommes** pas  
dupes de la colère qu'a produit  
le quinquennat qui s'achève et  
des trahisons des député·e·s  
que vous avez élu·e·s en 2012  
et qui n'ont pas tenu leurs pro-  
messes... Nous ne sommes  
pas dupes de la droite qui veut  
nous ramener aux valeurs  
et aux droits sociaux du 19<sup>e</sup>  
siècle. Nous ne sommes pas  
dupes du Front national, qui  
utilise nos peurs

et la misère pour alimenter la  
division, la xénophobie, le repli  
et la haine.

**Enfin, nous ne sommes** pas  
dupes de ce que représente  
Emmanuel Macron. Comme le  
choix de son gouvernement le  
montre, son projet est la dé-  
régulation économique et la  
casse sociale. La présence de  
Nicolas Hulot est atypique : il  
est bien isolé au milieu de tous  
ces adversaires de l'écologie.  
Aux écologistes de l'aider à  
emporter des victoires. Mais  
pour cela, il faut des écolo-  
gistes à l'Assemblée nationale.

**Une majorité de droite** ap-  
pliquerait le désastreux pro-  
gramme de François Fillon et  
une majorité « En Marche » fe-  
rait sans doute la même chose...  
Mais une majorité de transfor-  
mation écologique et sociale  
serait à même de soutenir Ni-  
colas Hulot, de défendre la na-  
ture et de défendre vos droits  
: de citoyens, de travailleurs,  
de consommateurs. Elle se  
battrait pour une économie au  
service de la société, pour plus  
de solidarité, pour le climat et  
la biodiversité.

**Alors je vous invite** à voter  
en vous demandant ce que vous  
voulez pour demain. Les écolo-  
gistes vous proposent une socié-  
té qui protège : qui protège vos  
droits, votre emploi, votre santé,  
qui protège le climat et la na-  
ture, qui protège la démocratie  
et l'Europe. Une société du bien  
vivre. ●

**DAVID CORMAND**  
secrétaire national d'EÉLV

## JE M'ABONNE À L'ÉCOLO

Nom.....Prénom .....

Numéro, rue.....

Code postal .....Commune .....

Pays.....Téléphone .....

Courriel.....

- Abonnement simple (4 n<sup>os</sup>/an + suppléments) :  5 euros  
Abonnement de soutien :  12 euros  25 euros  60 euros  
 Autre ..... Abonnement institutionnel :  30 euros

Coupon à envoyer accompagné d'un chèque à l'ordre de **L'ÉCOLO**,  
à **L'ÉCOLO** abonnements, EÉLV - BP 90, 75961 Paris CEDEX 20

Abonnez-vous en ligne via CB : [lecolo.eelv.fr](http://lecolo.eelv.fr)

Contact gestion abonnements (Jean-Bernard) : [lecolo.abonnements@eeelv.fr](mailto:lecolo.abonnements@eeelv.fr)

Contact rédaction (Géraldine) : [lecolo@eeelv.fr](mailto:lecolo@eeelv.fr)

CLIMAT

# UN MILLION D'EMPLOIS !

La transition énergétique est créatrice  
d'emplois durables.

**CRÉER 1 MILLION  
D'EMPLOIS CLIMATIQUES  
D'ICI À 2020**

**C'EST POSSIBLE**

[www.emplois-climat.fr](http://www.emplois-climat.fr)

**L**e dérèglement climatique, la pollution de l'air, la réduction de la biodiversité sont des menaces, mais ils peuvent être aussi une chance pour l'emploi si nous savons engager la transition écologique de l'économie.

De très nombreux emplois peuvent être créés dans les économies d'énergie, les énergies renouvelables, l'agriculture, les transports ou les services publics. Avec une politique volontariste, soutenue

par l'État, la France pourrait créer un million d'emplois d'ici à 2020. Les domaines les plus créateurs d'emplois sont le déploiement des énergies renouvelables (330 000 emplois), la rénovation énergétique des bâtiments (350 000 emplois), le développement d'une agriculture paysanne (50 000 emplois) et, enfin, le transport ferroviaire et les transports en commun (20 000 emplois).

Pour cela, les écologistes proposent de réduire la consommation d'énergie et d'investir massivement dans les énergies renouvelables, de favoriser l'économie circulaire (réparation, recyclage) et de favoriser les entreprises et les fournisseurs locaux.

Cette politique pourra être financée par la suppression des subventions aux énergies fossiles et une fiscalité verte. ●

## UN RAPPORT ASSOCIATIF DÉTAILLÉ

**P**lusieurs grandes ONG et associations se sont mobilisées ces derniers mois autour du mot d'ordre « Un million d'emplois pour le climat ! ». Elles ont produit un rapport détaillé qui démontre qu'il est possible de créer

plus d'un million d'emplois « de qualité », c'est-à-dire des emplois durables et qualifiés, pour protéger l'environnement. Elles associent ainsi écologie et social. Toutes les informations et le rapport sur [emplois-climat.fr](http://emplois-climat.fr). ●

LES DÉPUTÉ·E·S  
ÉCOLOS

**CÉCILE DUFLOT  
MOBILISÉE POUR  
DES EMPLOIS  
VERTS DANS LE  
LOGEMENT**



Cécile Duflot

**Cécile Duflot s'est mobilisée, comme ministre puis à l'Assemblée nationale, pour la rénovation énergétique des logements.**

Grâce à son engagement et à celui des écologistes, la Loi pour la transition énergétique a été adoptée. Celle-ci encourage l'isolement des passoires énergétiques, avec trois conséquences positives :

- moins d'émission de gaz à effet de serre
- baisse de la facture d'énergie pour les ménages
- créations d'emplois durables et qualifiés dans le secteur du bâtiment.

**Cette loi ouvre aussi la porte à de nombreux emplois non délocalisables dans le secteur des énergies renouvelables.**

**LA LOI ALLAIN,  
POUR LE BIO  
DANS LES  
CANTINES**



Brigitte Allain

Portée par la députée écologiste de Dordogne, Brigitte Allain, la loi relative à l'ancrage territorial de l'alimentation a été adoptée par le Parlement. Elle permet à la restauration collective (cantines, restaurants d'entreprises, etc.) de proposer 40 % de produits locaux, de saison, de qualité, dont 20 % de bio.

C'est un vrai soutien aux agriculteurs, une amélioration pour leur santé et un tremplin pour l'agriculture biologique. Les consommateurs auront accès à de meilleurs produits et à une alimentation plus saine, sans surcoût.

Enfin, cela dynamisera les territoires avec la promotion des circuits courts et une économie locale revivifiée. En somme, tout le monde y gagne !

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

# D'AUTRES MODÈLES AGRICOLES SONT POSSIBLES

**Le monde agricole est en crise : les agriculteurs peinent à vivre de leur métier. L'intérêt de tous est de changer de modèle.**



Photo Pixabay

nappes phréatiques, polluées par les intrants chimiques, et les sols, qui s'appauvrissent à force d'agriculture intensive.

Mais il est possible de sortir de ce système où seules les grandes enseignes sont gagnantes. En favorisant la production biologique, les produits frais et les circuits courts, les agriculteurs sont mieux rémunérés et travaillent dans de meilleures conditions : moins exposés aux polluants et moins soumis à la pression des grands groupes. Ils peuvent également développer des modèles agricoles plus résistants aux aléas climatiques et ne pas dépendre des pesticides.

**D**epuis 15 ans, le monde agricole a perdu 241 000 emplois. Cela fait moins de bruit qu'un plan social et pourtant des milliers de Françaises et de Français sont laissés dans la misère. Le monde rural en général souffre et voit les campagnes se désertifier. Les agriculteurs et leurs familles sont aussi victimes des pollutions et, tout particulièrement, des pesticides : les cas de cancer se multiplient.

À l'autre bout de la chaîne, les consommateurs paient au prix fort des produits transformés, emballés et parfois nocifs pour leur santé. Et pendant ce temps, la nature se dégrade, en particulier les

Cela ne peut se faire qu'à condition de soutenir dès aujourd'hui les agriculteurs en difficulté. Il n'est pas aisé, ne serait-ce que financièrement, de changer de manière de faire et le monde agricole doit être accompagné. Il faut également modifier la Politique agricole commune (PAC) et la politique foncière. Enfin, il est nécessaire d'encourager les formations à l'agro-écologie. ●

# UNION EUROPÉENNE

## PEUT-ON CONSTRUIRE UNE EUROPE QUI PROTÈGE ?

Force est de le constater : l'Union européenne n'a plus la cote auprès des citoyen·ne·s européen·ne·s. Même si elles et ils préfèrent majoritairement que leur pays reste dans l'UE, la plupart des citoyen·ne·s européen·ne·s sont déçus ou en colère contre l'Europe, qui ne tient pas ses promesses.

En Hongrie, Italie, Allemagne, Autriche, Pays-Bas, les formations national-populistes continuent à engranger de bons scores. Et au Royaume-Uni, le Brexit l'a emporté : pour la première fois, un État va sortir de l'Union européenne.

Si les Européens se sentent si démunis, c'est notamment parce que l'Europe a continué à se construire sans eux. Les citoyen·ne·s ne veulent pas des accords commerciaux, comme le CETA avec le Canada, que leur imposent les gouvernements via la Commission européenne. Ils ne veulent pas non plus des décisions, prises avec le masque européen, qui favorisent toujours les grandes entreprises au détriment de leur santé, des services publics ou de leur emploi.

Enfin, la règle de plomb budgétaire et la pression austéritaire sur de nombreux

États de la zone euro a été une grave erreur qui a gravement affaibli l'économie européenne et a fait payer la crise aux plus modestes.

Pour restaurer la confiance et sortir de la crise économique, il est possible de lancer un « Green New Deal » : c'est-à-dire d'investir massivement dans les énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments, l'industrie verte... et de créer des millions d'emplois durables et non délocalisables dans toute l'Europe.

Pour restaurer la confiance, il faut aussi respecter les États membres quand ils manifestent des inquiétudes sur les traités commerciaux, sur les OGM, sur la libéralisation des services publics. L'Union européenne doit être un espace démocratique et non pas une superstructure qui impose ses règles aux autres échelons. ●

### TIRER LES LEÇONS DU BREXIT AVEC UNE REFONDATION DE L'UE

Après le vote des Britanniques pour sortir de l'UE en juin 2016, les écologistes ont proposé de refonder l'Union européenne.

**Cette nouvelle Europe serait plus démocratique et plus transparente : le Parlement, seul instance élue au suffrage universel direct, aurait plus de pouvoir et pourrait mieux remplir son rôle de représentant des citoyen·ne·s.**

**Surtout, l'Europe serait solidaire et serait un bouclier social pour protéger l'emploi et l'économie européenne contre les délocalisations, le dumping social et environnemental et la spéculation. Cette refondation pourra aussi être un grand moment de démocratie et de participation pour rapprocher les peuples européens.**



Photo Pixabay

**SE DONNER  
LES MOYENS  
D'AIDER LES  
TRAVAILLEURS**



Eva Sas

Dans les débats budgétaires à l'Assemblée nationale, Eva Sas, députée de l'Essonne, a défendu des réformes pour permettre plus de créations d'emplois et soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

D'abord, en concentrant les aides sur les petites et moyennes entreprises, qui sont celles qui créent le plus d'emplois en France. Mais aussi en défendant des réductions d'impôt et une CSG allégée pour les bas salaires.

Eva Sas a aussi mené le combat à l'Assemblée contre l'évasion et la fraude fiscale. Ces fléaux font perdre plus de 80 milliards d'euros par an aux Français·e·s et aux services publics.

# REPENSER LE TRAVAIL

**Il y a des solutions contre la pauvreté et le chômage de masse.**

Le chômage reste une préoccupation majeure des Françaises et des Français. Plus de 10 millions de personnes sont touchées par la précarité, le chômage ou le sous-emploi, et beaucoup d'autres souffrent de l'intensification du travail et de maladies professionnelles invalidantes. Or, cette situation fragilise toute la société. Elle est la première cause de l'échec scolaire des enfants ou de leur décrochage, la première cause de la délinquance ou des difficultés d'intégration.

D'autre part, le travail est en train de changer de nature à travers l'automatisation d'activités jusque-là épargnées ou de leur « ubérisation ». Mais alors que, depuis plus de trente ans, nos politiques de l'emploi ont échoué, nous continuons à miser, pour résoudre le chômage de masse, sur la relance de la croissance, la flexibilité du marché du travail ou la réduction du coût du travail.

Il y a pourtant d'autres pistes :  
- la réduction du temps de travail tout au long de la vie, en encourageant les entreprises et les salarié·e·s à aller vers les 32 heures par semaine, lisibles sur une année ou plus. Il est possible aussi de mettre en place la semaine de 4 jours. Cela est bénéfique pour les salarié·e·s, rééquilibre les

Photo © Plateforme emploi climat



temps de vie familiaux entre les hommes et les femmes et permet de concilier vie personnelle, vie professionnelle, citoyenneté active et plaisir de la culture, du sport ou des loisirs.

- instaurer une vraie protection pour les nouveaux statuts et en particulier celui des « auto-entrepreneurs » qui parfois subissent cette situation en étant dans une relation hiérarchique sans bénéficier des protections accordées aux salarié·e·s.

- engager un véritable plan de lutte contre la dégradation des conditions de travail et établir un plan « antistress » national en coordonnant les politiques et les services de santé publique et de santé au travail.

Enfin, le départ à la retraite à 60 ans pour celles et ceux qui le souhaitent, c'est à la fois un droit et un outil pour lutter contre le chômage. ●

## SANTÉ LA SANTÉ,

# UN ENJEU POLITIQUE

Les débats sur la santé dans l'espace public abordent généralement l'organisation de l'offre de soin et les prestations de l'Assurance maladie. Si ces questions sont très importantes, il ne faut pas négliger les causes sociales et environnementales des maladies chroniques et l'exposition quotidienne aux pollutions et aux perturbateurs endocriniens.

On appelle cela « l'exposome » : c'est ce que le corps humain subit tout au long de la vie, de la conception jusqu'à la mort. Si le mot a été inventé récemment, il décrit un problème qui existe depuis bien longtemps : nous sommes constamment exposés à des pollutions diverses. Pollution de l'air, pesticides dans l'alimentation, perturbateurs endocriniens dans les objets du quotidien. Ainsi, de

nombreuses affections sont dues à notre environnement.

C'est pour cela que guérir les maladies ne suffit plus : il faut les prévenir. La prévention passe notamment par l'interdiction des perturbateurs endocriniens et des mesures fortes pour la qualité de l'air et de l'eau et l'agriculture biologique.

La prévention passe aussi par l'ouverture de l'accès aux soins : avec des services de santé accessibles financièrement et proches des patients, les gens sont mieux soignés, et plus rapidement. En plus, cela coûte moins cher à la Sécu ! C'est pour cela que les écologistes demandent l'augmentation des remboursements et la présence de services de santé partout sur le territoire. ●

## LES DÉPUTÉ·E·S ÉCOLOS

### LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS, KEZAKO ?



Jean-Louis Roumégas

On a beaucoup parlé des perturbateurs endocriniens dans l'actu. Mais qu'est-ce que c'est ? Ce sont des agents chimiques qui impactent des hormones. Une de leur conséquence la plus connue est la baisse de la fertilité... Mais ce peut être beaucoup plus grave et perturber le développement des fœtus. On les trouve dans les emballages en plastique, les cosmétiques, les médicaments, les pesticides et beaucoup d'autres endroits. Quand il y en a plusieurs, les risques sont exponentiels : c'est « l'effet cocktail ».

L'Assemblée a adopté une proposition de loi de Jean-Louis Roumégas, député de l'Hérault, qui vise à remplacer les perturbateurs endocriniens. Le Sénat doit confirmer cette avancée importante.

## LES DÉPUTÉ·E·S ÉCOLOS

### UNE LOI POUR PROTÉGER DES ONDES

Les fameux perturbateurs endocriniens ne sont pas les seuls perturbateurs présents dans l'environnement : les ondes électromagnétiques ou les phtalates perturbent aussi nos organismes.

Laurence Abeille, députée du Val-de-Marne, a fait adopter par l'Assemblée et le Sénat une loi qui encadre aussi la puissance d'émission des ondes par les antennes relais.

Surtout, le texte redonne du pouvoir aux élu·e·s locales/aux, notamment aux maires, et oblige à une plus grande information du public.



Laurence Abeille

# LES DÉPUTÉ·E·S ÉCOLOS : DES ÉLU·E·S QUI TRAVAILLENT !

## COMPARONS-LES !

### LES DÉPUTÉ·E·S ÉCOLOS

**3,2**

SEMAINES / MOIS DE PRÉSENCE

PLUS DE

**13**

INTERVENTIONS / MOIS EN COMMISSION

**13**

INTERVENTIONS / MOIS DANS L'HÉMICYCLE

### MOYENNE DES DÉPUTÉ·E·S

**2,5**

SEMAINES / MOIS DE PRÉSENCE

EN MOYENNE

**5,9**

INTERVENTIONS / MOIS EN COMMISSION

**6,5**

INTERVENTIONS / MOIS DANS L'HÉMICYCLE

## C'EST LEUR BILAN :

**+ DE 3 000H À TRAVAILLER**

LE FOND DES DOSSIERS EN COMMISSION

**+ DE 7 000 AMENDEMENTS**

**70 RAPPORTS PARLEMENTAIRES**

**1 222 QUESTIONS ÉCRITES**

**222 QUESTIONS ORALES**

### 35 PROPOSITIONS DE LOI

Et notamment :

- inscription de la lutte contre le dérèglement climatique dans la Constitution
- interdiction du chalutage en eaux profondes
- protection des abeilles et des insectes pollinisateurs
- ancrage territorial de l'alimentation
- devoir de vigilance des entreprises multinationales

- prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse
- reconnaissance de l'État de Palestine
- respect de l'exception culturelle
- ouverture du mariage aux personnes de même sexe
- accès à la PMA pour toutes et tous
- législation contrôlée du cannabis

### UN ENGAGEMENT POUR PLUS DE TRANSPARENCE

Les écologistes ont voté :

- pour les lois de transparence
- pour le Parquet national financier

Les écologistes demandent :

- un meilleur encadrement des fonds dont disposent les parlementaires
- une réglementation contraignante contre les conflits d'intérêts.

## LES DÉPUTÉ·E·S ÉCOLOS

### DÉFENDRE VOS DROITS ET LIBERTÉS

**Sergio Coronado, député des Français de l'étranger, s'est battu tout au long du mandat pour les droits et libertés de tou-te-s.**

**Il était en première ligne, aux côtés de Christiane Taubira, pour défendre le mariage pour tous, mais aussi l'adoption et l'assistance à la procréation.**

**Il s'est ensuite mobilisé contre la surveillance généralisée, les nouvelles lois liberticides et les prolongations de l'État d'urgence.**



Sergio Coronado